

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Jeder Bedienstete, der in gleich welcher Eigenschaft im Ministerium der Wallonischen Region tätig ist, hat Anrecht auf den Essensgutschein.

Art. 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, legt die Modalitäten der Vergabe des Essensgutscheins fest.

Art. 3. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Brüssel, den 3. Dezember 1988.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal

M. WATHELET.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 662

3 DECEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende toekenning, voor het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest, van maaltijdbons

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1988 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 19, § 2, gewijzigd bij latere koninklijke besluiten;

Gelet op het protokol van het Sectorcomité nr. XVI, d.d. 6 oktober 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de langdurige afwezigheid van mogelijkheden van restauratie aan verminderde prijs voor de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest noodzakelijk maakt dat vervangingsmaatregelen onverwijd getroffen moeten worden;

Op voordracht van zijn Minister-Voorzitter,

Besluit :

Artikel 1. Elk personeelslid welk diensten vervult, in welke hoedanigheid ook, in het Ministerie van het Waalse Gewest, kan aanspraak maken op het voordeel van de maaltijdbon.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheden de administratie behoort bepaalt de toekenningsmodaliteiten van de maaltijdbon.

Art. 3. Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1988.

Brussel, 3 december 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET.

F. 88 — 663

**10 DECEMBRE 1987.
Arrêté ministériel portant le règlement relatif à l'octroi des chèques-repas aux membres du personnel du Ministère de la Région wallonne**

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 décembre 1987 instaurant, pour le personnel du Ministère de la Région wallonne, l'octroi de chèques-repas;

Vu le protocole du Comité de Secteur n° XVI du 4 décembre 1987;

Vu l'urgence;

Considérant que l'absence prolongée de possibilités de restauration à prix réduit pour les agents du Ministère de la Région wallonne, nécessite que des mesures de remplacement soient prises sans délai,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté :

— l'expression « membre du personnel du Ministère de la Région wallonne » désigne toute personne dont la rémunération est imputée aux articles 11.03 de la Section 21 et du Titre V du Budget du Ministère de la Région wallonne;

— l'expression « mois de référence » désigne le mois pour lequel le forfait de chèque-repas est alloué.

Art. 2. § 1^{er}. Tout membre du personnel du Ministère de la Région wallonne peut, à sa demande, bénéficier d'un octroi annuel de 220 chèques-repas d'une valeur faciale unitaire de 200 francs.

Cet avantage tient compte des réductions opérées pour les repos hebdomadaires, congés de vacances, jours fériés ou congés de compensation, congés de récupération, congés de circonstances, congés exceptionnels pour cas de force majeure et dispenses de service.

§ 2. Ce droit est réduit au prorata des prestations lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire par le Ministère de la Région wallonne ne s'étend pas du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Art. 3. Le Ministère de la Région wallonne prend en charge une participation de 150 francs dans le coût de chaque chèque-repas octroyé.

La délivrance d'un chèque-repas est subordonnée au paiement préalable, par son bénéficiaire, d'une participation de 50 francs.

Art. 4. Le bénéfice d'un chèque-repas ne peut être cumulé avec la fréquentation d'un mess.

Art. 5. § 1. Toute journée non effectivement prestée entraîne la perte du chèque-repas.

§ 2. Pour l'octroi du chèque-repas, on entend par journée effectivement prestée :

- pour le membre du personnel bénéficiant de l'horaire variable, toute journée au cours de laquelle celui-ci est présent à son lieu habituel de travail pendant une des deux plages fixes;
- pour le membre du personnel fournissant ses prestations par équipes successives ou en application du régime défini par le Code forestier, toute journée complète au cours de laquelle celui-ci est présent à son lieu habituel de travail.

Pour le membre du personnel auxiliaire qui, soit ne bénéficie pas de l'horaire variable, soit n'est pas soumis à un régime de prestations complètes, le nombre de journées effectivement prestées est égal au nombre de périodes entamées de 7 heures 30 minutes que comportent les prestations hebdomadaires au cours desquelles celui-ci est présent à son lieu habituel de travail.

§ 3. Le lieu où s'exerce la mission de service est assimilé au lieu habituel de travail.

Toutefois, l'intervention du Ministère de la Région wallonne dans l'acquisition du chèque-repas n'est pas cumulable avec l'octroi d'une indemnité pour frais de séjour comportant une intervention dans les frais de repas. Dans ce cas, le montant de l'intervention est déduit des frais de séjour. L'octroi du chèque-repas emporte de plein droit l'acceptation par son bénéficiaire du principe de cette compensation.

Art. 6. Les chèques-repas sont nominativement mis à la disposition de chaque membre du personnel par tranches mensuelles forfaitaires de 20 unités le dernier jour ouvrable précédent le mois de référence.

Ce forfait mensuel est réduit au prorata des prestations lorsque la période d'occupation effective du bénéficiaire ne débute pas le premier du mois ou ne se termine pas à la fin du mois de référence.

En aucun cas cet octroi ne peut dépasser le nombre de chèque-repas auquel le membre du personnel peut prétendre en raison de son régime de prestations.

Art. 7. Tout membre du personnel bénéficiant de l'octroi de chèques-repas doit verser au Ministère de la Région wallonne, au plus tard pour le 7 de chaque mois de référence, une somme représentant sa participation individuelle dans l'acquisition des chèques-repas auxquels lui donne normalement droit son régime de prestations.

A défaut de ce versement dans le délai fixé, la délivrance du chèque-repas sera interrompue jusqu'à régularisation.

Art. 8. Le nombre de chèques-repas octroyés pour le mois de référence ne correspondant pas à des prestations est déduit à la fin du deuxième mois qui suit le mois de référence, sans préjudice d'une régularisation plus rapide pour les personnes perdant, avant cette date, leur qualité de membre du personnel du Ministère de la Région wallonne.

La participation individuelle afférente aux chèques-repas ainsi retirés est remboursée par le Ministère de la Région wallonne dans le même délai.

Art. 9. A titre transitoire, les chèques-repas afférents au premier mois de référence de l'année 1988 sont mis à la disposition de leurs bénéficiaires au plus tard le 29 janvier 1988.

Art. 10. Le directeur d'administration de la direction d'administration du personnel et des affaires générales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

Bruxelles, le 10 décembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 663

10. DEZEMBER 1987 Ministerialerlaß zur Regelung der Vergabe der Essensgutscheine an die Mitglieder des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 3. Dezember 1987 zur Einführung der Vergabe von Essensgutscheinen an das Personal des Ministeriums der Wallonischen Region;

Aufgrund des Protokolls des Sektorenausschusses Nr XVI, 4. Dezember 1987;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region seit längerem keine verbilligten Essensmöglichkeiten haben und daß deshalb unverzüglich Ersatzmaßnahmen getroffen werden müssen;

Beschließt der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses :

- bezeichnet der Begriff « Mitglied des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region » jede Person, deren Besoldung in den Artikeln 11.03 des Abschnitts 21 und des Titels V des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region angeführt ist;
- bezeichnet der Begriff « Vergleichsmonat » den Monat, für den das Pauschalquantum von Essensgutscheinen gewährt wird.

Art. 2. § 1. Jedem Mitglied des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region können auf eigenen Antrag hin jährlich 220 Essensgutscheine vergeben werden, die pro Stück einen Nennwert von 200 Franken haben.

Bei dieser Vergünstigung werden die für den wöchentlichen Ruhetag, den Jahresurlaub, die Feiertage oder den Abgeltungsurlaub, den Ausgleichsurlaub, den Urlaub aus außergewöhnlichen Anlässen, den Sonderurlaub für Fälle höherer Gewalt und die Freistellung vom Dienst vorgenommenen Kürzungen berücksichtigt.

§ 2. Wenn der Empfänger nicht vom 1. Januar bis zum 31. Dezember beim Ministerium der Wallonischen Region effektiv beschäftigt wird, wird die Anzahl Essensgutscheine im Verhältnis zu den Leistungen verringert.

Art. 3. Das Ministerium der Wallonischen Region beteiligt sich mit 150 Franken an den Kosten eines jeden vergebenen Essensgutscheins.

Ein Essensgutschein wird nur ausgehändigt, wenn der Empfänger sich vorher mit 50 Franken an diesen Kosten beteiligt hat.

Art. 4. Wer Essensgutscheine bezieht, darf nicht gleichzeitig eine Kantine besuchen.

Art. 5. § 1. Jeder nicht effektiv geleistete Tag führt zum Verlust des Essensgutscheins.

§ 2. Für die Vergabe des Essensgutscheins versteht man unter effektiv geleistetem Tag :

- für das Mitglied des Personals mit gleitender Arbeitszeit jeden Tag, an dem dieses Mitglied während einer der zwei festgesetzten Zeitspannen an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist;
- für das Mitglied des Personals, das in Wechselschichten oder in Anwendung der im Forstgesetzbuch festgelegten Regelung arbeitet : jeden ganzen Tag, an dem dieses Mitglied an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist.

Für das Mitglied des Hilfspersonals, das weder einen gleitenden Arbeitszeitplan hat noch vollbeschäftigt ist, entspricht die Anzahl effektiv geleisteter Tage der Anzahl begonnener Arbeitstage von 7 Stunden 36 Minuten, die die wöchentlichen Leistungen ausmachen, während derer das Mitglied an seinem gewöhnlichen Arbeitsplatz anwesend ist.

§ 3. Der Ort, wo der Dienstauftrag ausgeführt wird, wird dem gewöhnlichen Arbeitsplatz gleichgestellt.

Die finanzielle Beteiligung des Ministeriums der Wallonischen Region an den Essensgutscheinen darf jedoch nicht gleichzeitig mit einer Vergütung für Aufenthaltskosten bezogen werden, die eine finanzielle Beteiligung an den Verpflegungskosten umfaßt. In diesem Fall wird der Betrag der Beteiligung von den Aufenthaltskosten abgezogen. Die Vergabe von Essensgutscheinen hat von Rechts wegen zur Folge, daß ihr Empfänger das Prinzip dieses Ausgleichs annimmt.

Art. 6. Am letzten Werktag vor dem Vergleichsmonat wird jedem Mitglied des Personals monatlich ein Pauschalquantum von 20 Essensgutscheinen namentlich zur Verfügung gestellt.

Wenn die Periode, in der der Empfänger effektiv beschäftigt ist, nicht am Ersten des Monats beginnt oder nicht am letzten des Vergleichsmonats endet, wird dieses monatliche Pauschalquantum im Verhältnis zu den Leistungen verringert.

Bei dieser Vergabe darf keinesfalls die Anzahl Essensgutscheine überschritten werden, auf die das Mitglied des Personals aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Art. 7. Jedes Mitglied des Personals, das Essensgutscheine erhalten kann, muß dem Ministerium der Wallonischen Region spätestens für den 7. eines jeden Vergleichsmonats den Betrag seiner persönlichen Beteiligung an den Essensgutscheinen zahlen, auf die es normalerweise aufgrund seiner Dienstregelung Anrecht hat.

Wenn diese Zahlung nicht binnen der festgesetzten Frist erfolgt, wird die Vergabe der Essensgutscheine bis zur Nachzahlung eingestellt.

Art. 8. Die Anzahl der für den Vergleichsmonat vergebenen Essensgutscheine, die den Leistungen nicht entspricht, wird Ende des zweiten Monats, der dem Vergleichsmonat folgt, abgezogen, und zwar unbeschadet einer schnelleren Berichtigung für die Personen, die vor diesem Datum ihre Eigenschaft als Mitglied des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region verlieren.

Die persönliche Beteiligung für die auf diese Weise zurückgezogenen Essensgutscheine wird vom Ministerium der Wallonischen Region binnen der gleichen Frist zurückgezahlt.

Art. 9. Die Essensgutscheine in bezug auf den ersten Vergleichsmonat des Jahres 1988 werden ihren Empfängern vorübergehend spätestens am 29. Januar 1988 zur Verfügung gestellt.

Art. 10. Der Verwaltungsdirektor der Verwaltungsdirektion des Personals und der Allgemeinen Angelegenheiten ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 11. Vorliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Brüssel, den 10. Dezember 1987.

Der Minister-Vorsitzender der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

VERTALING

N. 88 — 683

10 DECEMBER 1987

Ministerieel besluit houdende het reglement betreffende de toekenning van maaltijdbons aan het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de nieuwe Technologieën, de buitenlandse Betrekkingen, de algemene Zaken en het Personeel,

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 december 1987 houdende toekenning, voor het personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest, van maaltijdbons;

Gelet op het protokol van het Sectorcomité nr. XVI, d.d. 4 december 1987;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de langdurige afwezigheid van mogelijkheden van restauratie aan verminderde prijs voor de personeelsleden van het Ministerie van het Waalse Gewest noodzakelijk maakt dat vervangingsmaatregelen onverwijd getroffen moeten worden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit :

- duidt de uitdrukking « personeelslid van het Ministerie van het Waalse Gewest » ieder persoon aan waarvan de wedde aangerekend is op de artikelen 11.03 van de afdeling 21 en van Titel V van de Begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- duidt de uitdrukking « referentiemaand » de maand aan waarvoor een vast aantal maaltijdbons toegekend is.

Art. 2. § 1. Elk personeelslid van het Ministerie van het Waalse Gewest kan, op aanvraag, genieten van een jaarlijkse toekenning van 220 maaltijdbons van een nominale eenheidswaarde van 200 franken. Dit voordeel houdt rekening met de verminderingen verricht voor de wekelijke rustdagen, vakantieverlof, feestdagen of compensatieverlof, inhaalverlof, omstandighedsverlof, uitzonderlijk verlof wegens overmacht en dienstvrystelling.

§ 2. Dit recht wordt verminderd naar verhouding van de dienstverrichtingen wanneer de door het Ministerie van het Waalse Gewest effectieve tewerkstellingsperiode van de belanghebbende niet van 1 januari tot 31 december loopt.

Art. 3. Het Ministerie van het Waalse Gewest neemt te zijnen laste een bijdrage van 150 franken in de kosten van elk toegekende maaltijdbon.

Het toekennen van een maaltijdbon is afhankelijk van de door de belanghebbende voorafgaande betaling van een bijdrage van 50 franken.

Art. 4. Het voordeel van een maaltijdbon kan niet gecumuleerd worden met het gebruik van een kantine.

Art. 5. § 1. Elke niet werkelijke vervulde dag heeft als gevolg het verlies van de maaltijdbon.

§ 2. Voor het toekennen van de maaltijdbon dient te worden verstaan onder werkelijke vervulde dag :

- voor het personeelslid genietende van de veranderlijke dienstrooster, elke dag gedurende dewelke hij op zijn gewone werkplaats aanwezig is gedurende één van de twee vaste werkperioden;
- voor het personeelslid dienstdoende in opeenvolgende ploegen of in toepassing van het door het Wetboek van bosrecht bepaalde regime, elke volledige dag gedurende dewelke hij op zijn gewone arbeidsplaats aanwezig is. Voor het hulppersonneelslid welk noch van de veranderlijke dienstrooster geniet, noch aan een regime van volledige dienstverrichtingen onderworpen is, is het aantal werkelijke vervulde dagen gelijk aan het aantal begonnen perioden van 7 uur en 36 minuten welke de wekelijkse dienstverrichtingen bevatten tijdens dewelke hij op zijn gewone werkplaats aanwezig is.

§ 3. De plaats waar de dienstopdracht vervuld wordt is met de gewone werkplaats gelijkgesteld.

De bijdrage van het Ministerie van het Waalse Gewest voor de toekenning van de maaltijdbon is echter niet cumuleerbaar met het toekennen van een vergoeding voor verblijfskosten bevattende een bijdrage in de maaltijdkosten. In dit geval wordt het bedrag van de bijdrage afgetrokken van de verblijfskosten. De toekenning van de maaltijdbon begrijpt van rechtswege de aanvaarding door zijn ontvanger van het beginsel van deze compensatie.

Art. 6. De maaltijdbons worden bij name ter beschikking van elk personeelslid gesteld door maandelijkse vaste schijven van 20 eenheden op de laatste dag voorafgaand de referentiemaand.

Dit maandelijks vast aantal wordt verminderd naar evenredigheid van de dienstverrichtingen indien de effectieve tewerkstellingsperiode van de belanghebbende niet op de eerste van de maand begint of op het einde van de referentiemaand eindigt.

In geen enkel geval mag deze toekenning het aantal maaltijdbons waarop het personeelslid aanspraak kan maken wegens zijn dienstverrichtingsregime overschrijden.

Art. 7. Elk personeelslid genietende van de toekenning van maaltijdbons moet, ten laatste voor de 7e van elke referentiemaand, een bedrag aan het Ministerie van het Waalse Gewest storten welk zijn persoonlijke bijdrage is voor de aanschaffing van maaltijdbons waar zijn dienstverrichtingsregime hem normaal recht op geeft.

Bij gebreke van deze storting binnen het vastgesteld termijn zal de uitreiking van de maaltijdbon onderbroken worden tot regularisatie.

Art. 8. Het aantal voor de referentiemaand toegekende maaltijdbons welk niet overeenstemt met dienstverrichtingen wordt afgetrokken op het einde van de tweede maand volgend de referentiemaand, onverminderd een vliegtere regularisatie voor de personen die hun hoedanigheid van personeelslid van het Ministerie van het Waalse Gewest vóór deze datum verliezen.

De aan de zo afgetrokken maaltijdbons toekomende persoonlijke bijdragen wordt door het Ministerie van het Waalse Gewest binnen dezelfde termijn terugbetaald.

Art. 9. Bij wijze van overgangsmaatregel worden de maaltijdbons betreffende de eerste referentiemaand van het jaar 1988 ter beschikking van hun ontvangers gesteld ten laatste op 29 januari 1988.

Art. 10. De bestuursdirecteur van de Bestuursdirectie van het Personeel en de Algemene Zaken wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1988.

Brussel, 10 december 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

F. 88 — 684

28 JANVIER 1988. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant approbation d'une modification statutaire de la Société wallonne des Distributions d'Eau

L'Exécutif régional wallon.

Vu le décret du 23 avril 1988 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 décembre 1986 portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu la délibération de l'Exécutif régional wallon du 3 décembre 1987 donnant un accord de principe sur le projet de modification des statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'expédition de la décision de modification des statuts adoptée par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Distributions d'Eau du 17 décembre 1987;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1er. La modification aux statuts de la Société wallonne des Distributions d'Eau, telle qu'elle est fixée dans la décision précitée du 17 décembre 1987 et ci-après reproduite en annexe, est approuvée.

Art. 2. Le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, ayant la politique de l'Eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 janvier 1988.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Annexe

Société wallonne des Distributions d'Eau, société coopérative, rue des Minières 3, 4800 Verviers

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 17 décembre 1987, à Bruxelles
(Point 4 de l'ordre du jour : modification statutaire)

L'article 5 des statuts de la Société wallonne des Distribution d'Eau est remplacé par la disposition suivante :

« Le fonds social minimum est fixé à dix milliards de francs.

Le fonds social initial est fixé à 15 341 555 000 F.

Le capital social est représenté par des parts nominatives de mille francs chacune.

Un nombre de parts sociales correspondant au capital minimum devra à tout moment être souscrit. »

ÜBERSETZUNG

D. 88 — 684

28. JANUAR 1988. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Genehmigung einer Änderung der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft

Aufgrund des Dekrets vom 23. April 1986 zur Errichtung einer Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, insbesondere des Artikels 3, § 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Dezember 1986 zur Genehmigung der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft;

Aufgrund der Beratung der Wallonischen Regionalexekutive am 3. Dezember 1987, bei der dem Entwurf der Änderung der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft grundsätzlich zugestimmt wurde;

Aufgrund der Ausfertigung des von der ausserordentlichen Generalversammlung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft angenommenen Satzungsänderungsbeschlusses vom 17. Dezember 1987;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die Änderung der Satzungen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft, so wie sie in dem vorerwähnten Beschuß vom 17. Dezember 1987 festgelegt und in der Anlage aufgeführt wird, wird genehmigt.